

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

Introduction

Le groupe DOM SECURITY rassemble 23 sociétés qui conçoivent, fabriquent et commercialisent des systèmes de contrôle d'accès mécaniques et électroniques, des serrures pour matériels et équipements et des serrures pour le bâtiment, principalement en Europe.

La société anonyme à Conseil d'Administration DOM SECURITY, dont le siège social est au 20 rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris, en est la maison mère. La société DOM SECURITY a la nature de holding.

En date du 22 mars 2017, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe DOM SECURITY pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les comptes consolidés sont établis en euros. Sauf mention spécifique, tous les chiffres sont donnés en milliers d'euros.

Le groupe DOM SECURITY est détenu à 69,3 % par la société Groupe SFPI, dont le siège social est situé 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris.

Faits marquants

Au cours de l'exercice, la Société a cédé 14 041 actions propres en échange de 15% des actions d'Omnitech Security qu'elle possède désormais à 100%. Une plus-value sociale de 0,1 M€ a été réalisée.

La filiale espagnole Dom MCM, acquise en mai 2015, a réduit son capital en mai 2016 pour racheter 2,5% d'intérêts minoritaires qui restaient.

Liste des sociétés consolidées

Nom	Pays	Ville	% contrôle 2016	% contrôle 2015	Numéro SIREN	Activité	Méthode de consolidat ion
Dom Security	France	Paris			378.557.474	Holding	I.G.
Dény Security	France	Saint Blimont	99,73	99,73	552 105 603	Serrurerie	I.G.
Dom-Métalux	France	Saint Dizier	99,92	99,92	572 020 394	Serrurerie	I.G.
Picard-Serrures	France	Feuquières en Vimeu	99,99	99,99	341 148 823	Serrurerie	I.G.
Dom Ronis	France	Sancoins	99,99	99,99	345 004 147	Serrurerie	I.G.
Dom-Uk Ltd	G.B.	Wolverhampton	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Dom-CR Spa	Italie	Turin	100	100	5988590013	Serrurerie	I.G.
Elzett-Sopron	Hongrie	Sopron	50	50	/	Galvanisation	M.E.
Euro-Elzett	Hongrie	Sopron	100	100	11404006	Serrurerie	I.G.
Dom Polska (ex- Metalplast)	Pologne	Czestochowa	100	100	5730003798	Serrurerie	I.G.
Dom Czech Spol	Rép Tchèque	Prague	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Dom-Titan	Slovénie	Kamnik	96,14	93,91	34816712	Serrurerie	I.G.
Titan Zagreb	Croatie	Zagreb	30	30	/	Serrurerie	M.E.
Titan-Okovi Doo	Serbie	Belgrade	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Dom TSS	France	Sancoins	100	100	348 541 798	Serrurerie	I.G.
Dom Suisse	Suisse	Altendorf	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Dom Gmbh & Co KG	Allemagne	Brühl	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Dom Participations	France	Paris	100	100	485 054 860	Holding	I.G.
Secu Beteiligungs Gmbh	Allemagne	Brühl	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Dom Romania	Roumanie	Prahova	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Securidev Hongrie	Hongrie	Sopron	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Ucem Sistemas de Seguridad	Espagne	Mondragon	100	100	/	Serrurerie	I.G.
Securidev Iberica	Espagne	Mondragon	52	52	/	Serrurerie	I.G.
DOM MCM	Espagne	Mondragon	100	97,47	/	Serrurerie	I.G.
Omnitech Security	France	Merignac	100	85	482 646 015	Système sécurité	I.G.
Springcard (ex Proactive)	France	Palaiseau	33,9	33,9	429 665 482	Système sécurité	M.E.

Abréviation : I.G : Intégration globale, ME : Mise en équivalence

Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues

1. REFERENTIEL

Les états financiers consolidés couvrent les périodes de douze mois arrêtées aux 31 décembre 2016 et 2015.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 du groupe DOM SECURITY ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2016.

Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS) et les interprétations du comité d'interprétation (SIC et IFRIC) applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2016.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union européenne (UE) au 31 décembre 2016 est disponible à la rubrique Interprétations et normes IAS/IFRS, sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception des normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 :

- Amendements à IAS 1 – Initiative concernant les informations à fournir ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Eclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables ;
- Améliorations annuelles des IFRS 2010-2012 ;
- Améliorations annuelles des IFRS 2012-2014.

Ces textes n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe DOM SECURITY

Dom Security n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et améliorations adoptées par l'UE.

La société a commencé une analyse sur la norme « IFRS 15 Produits des activités courantes » et, à ce stade, estime qu'il n'y a pas d'impact significatif. Dom Security évaluera, au cours de l'exercice 2017, l'impact de la norme IFRS 16 Contrats de location. Cette norme a été publiée mais ne doit pas être applicable avant 2019.

Présentation des états financiers

Le Groupe DOM SECURITY publie des états financiers annuels au 31 décembre et des états financiers semestriels au 30 juin, conformément aux principes du référentiel. Les principales conventions de présentation sont les suivantes :

- Regroupement par postes : par nature;
- Classement des actifs et passifs : par ordre croissant de liquidité et d'exigibilité en distinguant les éléments non courants et courants, selon que leur réalisation ou exigibilité est à plus ou moins douze mois après la date de clôture ;
- Classement des produits et charges : par nature et incorporation au coût d'un élément d'actif ou de passif en application d'une norme ou interprétation ;
- Compensation : en application d'une norme ou interprétation pour les actifs et passifs d'une part et les produits et charges d'autre part ;

Méthodes comptables, erreurs et estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthode comptable sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Les états financiers affectés par un changement de méthode comptable sont modifiés pour tous les exercices présentés, comme si la nouvelle méthode avait toujours été appliquée. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience. Les changements d'estimations sont comptabilisés de manière prospective : ils affectent l'exercice sur lequel ils sont intervenus et le cas échéant, les exercices suivants.

Les principales estimations réalisées lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation et la durée d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le calcul des provisions pour avantages du personnel et des autres provisions. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel stagnant et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

Le Groupe consolide par intégration globale les entités contrôlées, et par mise en équivalence celles sur lesquelles il exerce une influence notable.

Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de méthode n'a été appliqué cette année.

4. CHANGEMENT DE PRESENTATION

Aucun changement de présentation n'a été appliqué cette année.

5. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES FILIALES ETRANGERES

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les écarts résultant de cette méthode de conversion sont comptabilisés directement dans l'état du résultat global et figurent au bilan dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Les taux utilisés sont les suivants :

	Taux clôture 2016	Taux moyen 2016	Taux clôture 2015	Taux moyen 2015
CHF (Suisse)	1,07	1,09	1,08	1,07
GBP (Angleterre)	0,86	0,82	0,73	0,73
HUF (Hongrie)	309,83	312,22	315,98	309,96
PLN (Pologne)	4,41	4,37	4,26	4,19
RON (Roumanie)	4,54	4,50	4,52	4,44
RSD (Serbie)	123,40	122,95	121,52	121,07
CZK (République Tchèque)	27,02	27,04	27,02	27,30
HRK (Croatie)	7,56	7,54	7,37	7,62

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des frais de développement, les brevets et logiciels évalués. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les principales durées d'amortissement retenues pour ces immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Brevets durée de protection juridique
- Frais de développement 3 ans à compter de la commercialisation
- Autres immobilisations incorporelles 1 à 5 ans

Les frais de développement ne sont immobilisés que s'ils concernent un investissement significatif. Les coûts sont immobilisés à partir du moment où notamment le projet est techniquement faisable, son marché identifié et sa rentabilité calculée avec une fiabilité raisonnable. Les dépenses antérieures ne sont jamais recyclées. Au titre de l'exercice, aucun frais de recherche et développement n'a été immobilisé.

Les marques ou fonds de commerce générés en interne ne sont pas immobilisés. Les marques acquises au travers de rachats d'entreprise n'ont pas fait l'objet d'une identification distincte dans la mesure où elles

ne présentait pas un caractère séparable ou mesurable de façon fiable. En effet, deux cas de figure sont envisageables :

- si la marque est vendue avec les savoir-faire techniques, les outillages donnant accès au marché de remplacement et les fichiers du parc installé, la société venderesse se trouve de fait vidée de sa substance et dans l'incapacité de poursuivre son activité. Ce schéma revient à évaluer l'entreprise globalement et non pas sa marque ;
- si la marque est vendue sans les savoir-faire et outillage, l'acquéreur n'ayant pas accès au marché de remplacement en proposera un prix réduit sans rapport avec la perte d'image que subira la société venderesse. Sans marché actif, ni référence à des transactions similaires, la marque n'est pas évaluable de façon fiable et la conséquence directe pour le vendeur s'avère inchiffrable.

7. GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 :

- Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges ;
- Les intérêts minoritaires peuvent, sur option prise individuellement pour chaque regroupement, être évalués à la juste valeur, en intégrant leur quote-part de goodwill ;
- Les variations de pourcentages d'intérêt dans les filiales sans changement de contrôle sont comptabilisées directement en capitaux propres, sans création de goodwill complémentaire ;
- En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle, cette réévaluation étant enregistrée directement en résultat de l'exercice et non pas en capitaux propres.

Les goodwill sont affectés au plus tard 12 mois après la date d'acquisition, aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur. Les actifs acquis destinés à être cédés sont minorés des coûts de la re-vente.

L'écart entre le coût du regroupement (prix payé majoré des frais d'acquisition à l'exclusion des coûts de financement) et la quote-part des capitaux propres après affectation revenant à l'acquéreur constitue le goodwill.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est testé, au moins une fois par an, ou plus en cas d'indice de perte de valeur, et fait l'objet éventuel d'une dépréciation irréversible.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées conformément à la méthode de référence à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction d'une valeur résiduelle généralement nulle car peu importante et significative.

Les amortissements sont calculés principalement selon le mode linéaire en fonction de sa durée d'utilité.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

▪ Constructions	20-25 ans
▪ Mobilier, agencements et matériels de bureau	3-10 ans
▪ Matériels de production et équipements	3- 8 ans
▪ Biens d'occasion	2- 3 ans

Les leasings sont immobilisés avec constatation en contrepartie d'une dette financière déterminée d'après les taux d'intérêt du contrat. Ils sont amortis sur les durées suivantes :

▪ Constructions	20 ans
▪ Matériel de production	3- 8 ans

Les locations financières sont retraitées si le contrat a une durée supérieure à deux années et ne concerne pas un véhicule. Le bien est immobilisé pour la valeur actualisée des flux du contrat au taux d'intérêt de celui-ci et par défaut aux taux TEC à 10 ans de l'année majoré de 2 %.

Le bien est amorti sur la durée du contrat sauf pour les locations de moins de quatre ans ne concernant pas du matériel informatique où il est alors considéré que le contrat sera renouvelé une fois.

Les installations de traitement de surface ne font pas l'objet d'une obligation légale de démantèlement entraînant la comptabilisation d'un actif à amortir.

9. PERTE DE VALEUR

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, les goodwill et les immobilisations corporelles en cas d'indice de perte de valeur, font l'objet d'un test de dépréciation annuel calculé au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT). Les unités génératrices de trésorerie correspondent aux filiales de DOM SECURITY.

Ce test peut être anticipé si un indice de perte de valeur est détecté.

La valeur nette comptable d'un actif, ou de l'UGT elle-même, est comparée à sa valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente (valeur de vente ou de marché moins coût de sortie) et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des cash-flows futurs.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré des capitaux permanents en retenant :

- 40 % d'endettement forfaitaire rémunéré au taux d'intérêt moyen de l'année du TEC à 10 ans majoré de 1 %, puis diminué de la déductibilité fiscale ;
- 60 % de fonds propres à rémunérer au taux sans risque (TEC à 10 ans) plus une prime de risque moyenne publiée majorée d'un coefficient Bêta de risque propre à chaque société variant entre 1,3 et 2,0.

Les flux futurs ont pour point de départ le budget de l'année suivante multiplié par un coefficient de probabilité égal au ratio écarté constaté sur les dix précédentes années entre les résultats d'exploitation réalisés et ceux qui avaient été budgétés.

Ces flux sont, à défaut de perspectives spécifiques, augmentés chaque année de l'inflation sur les quatre années suivantes. La valeur terminale de la cinquième année est obtenue en divisant le flux par le coût moyen pondéré des capitaux permanents sans minoration de l'inflation ce qui revient techniquement à considérer que les résultats s'effriteront chaque année de l'inflation.

Lorsque cela est possible, les terrains et constructions sont soustraits des actifs immobilisés, l'amortissement neutralisé et remplacé par un loyer. Cette correction revient à ne pas justifier de goodwill du fait de bâtiment totalement amorti et inversement à ne pas déprécier les terrains et constructions en dessous de leur valeur nette comptable.

A cette réserve près, il est considéré que la juste valeur des actifs ne peut jamais être connue de façon fiable.

En conséquence, la valeur d'utilité ainsi calculée doit couvrir le montant des actifs immobilisés et du goodwill.

Toute insuffisance entraîne une dépréciation irréversible du goodwill voire, au-delà, une dépréciation réversible sur les actifs immobilisés engagés plafonnée à leur valeur nette comptable.

10. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement, s'il en existe, sont comptabilisés selon la méthode de référence au coût minoré du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

11. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et par ses amendements.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe, lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers

La norme IAS 39 distingue quatre catégories d'actifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique résultant d'une évaluation spécifique (classement selon IFRS 7) :

- actifs financiers à la juste valeur par le résultat ;
- prêts et créances : l'essentiel de la catégorie des prêts et créances correspond aux créances clients résultant des produits des activités ordinaires et à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie
- actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- actifs disponibles à la vente :
 - Les actifs financiers disponibles à la vente sont constitués par les titres de participation non consolidés. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Si cette juste valeur n'est pas déterminable de manière fiable, les actifs financiers sont comptabilisés au coût d'acquisition.
 - Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global à l'exception des variations négatives constituant des preuves objectives de pertes de valeur qui sont comptabilisées en résultat. La juste valeur est notamment déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

Les passifs financiers

La norme IAS 39 distingue plusieurs catégories de passifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique :

- passifs financiers évalués à leur juste valeur : les emprunts sont initialement évalués à la juste valeur des montants reçus diminuée des coûts de transactions,
- autres passifs financiers non détenus à des fins de transactions. Ils sont évalués au coût amorti.

12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La catégorie des prêts et créances comprend également la trésorerie, c'est-à-dire les caisses, les dépôts à vue et les équivalents de trésorerie. Ces derniers sont des placements très liquides à trois mois au plus, indexés sur un taux du marché monétaire et dont le montant est connu ou sujet à une incertitude négligeable. Dans l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et équivalents de trésorerie incluent également le poste "Concours bancaires" présenté au passif.

13. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées selon la règle du FIFO et, par défaut, au dernier coût d'achat, ce qui, compte tenu de la rotation rapide de ces stocks, est proche d'une valorisation de type « premier entré - premier sorti ».

Les produits finis et les encours de productions sont évalués à leur coût de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Par ailleurs, une probabilité d'utilisation des stocks est déterminée d'après le taux de rotation des articles créés depuis plus d'un an.

Lorsque la valeur nette probable de réalisation est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

14. CREANCES

Les créances sont retenues à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

15. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers existe, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente d'avantages économiques, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

16. ENGAGEMENTS DE RETRAITE, MEDAILLES DU TRAVAIL

Ils sont comptabilisés en provisions non courantes.

Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail sont évaluées selon une méthode prospective actualisée. Les hypothèses principales retenues sont que les départs en retraite se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres. Les pensions de retraite complémentaire du personnel de DOM Allemagne sont aussi évaluées selon la même méthode prospective actualisée.

La provision tient compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence aux dates de réalisation des événements générateurs de paiements.

La norme comptable impose d'appliquer comme taux actuariel les taux de rendement des obligations des sociétés de catégories AA pour des durations reflétant le calendrier des décaissements. Le taux actuariel ainsi retenu est de 1,8 % en 2016, contre 2,0 % en 2015. Symétriquement il est pris en compte une inflation (0,6 % en 2016) et une progression des salaires due aux promotions hors inflation (1,0 % environ), variables par pays.

Les écarts actuariels générés par des changements d'hypothèses sont comptabilisés directement dans le résultat global avant d'être classés en réserves au bilan.

17. CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVICES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les goodwill dégagés lors de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en monnaie étrangère et convertis par la suite au cours de clôture.

18. IMPOT SOCIETE

Le montant des impôts effectivement dû à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés calculés selon la méthode bilantielle, c'est-à-dire sur la base, des différences temporelles existant entre les valeurs comptables telles qu'elles ressortent des comptes consolidés et les valeurs fiscales.

L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant au déficit reportable, sur les impôts différés passifs, est constaté dès lors que la probabilité de la réalisation de résultats futurs bénéficiaires est établie dans l'entité fiscale concernée.

La CVAE, répondant à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est incluse à la rubrique « impôt société ».

En revanche, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), constaté au rythme de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, a été enregistré en déduction des charges de personnel conformément à IAS 19.

19. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constaté au moment du transfert de propriété correspondant généralement au transfert des risques et avantages, sauf décalage imposé par le client. Compte tenu de l'activité, aucun chiffre d'affaires à l'avancement n'est comptabilisé.

20. DISTINCTION ENTRE RESULTAT OPERATIONNEL ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Les coûts de restructuration sont présentés sur une ligne distincte, tout comme les autres produits et charges significatifs à caractère non récurrent et les cessions d'actif.

De même, l'incidence de la comparaison entre les valeurs comptables nettes des actifs des sociétés et leur valeur recouvrable est comptabilisée séparément sur une ligne « variation des pertes de valeur » intégrant

les dépréciations irréversibles des goodwill ainsi que les variations des dépréciations sur actifs immobilisés.

21. SECTEURS OPERATIONNELS

L'information sectorielle est communiquée, en fonction de l'implantation des entreprises du groupe en :

- Europe de l'Ouest comprenant la France et le Royaume-Uni, à l'exception de la holding Dom Security ;
- Europe du Nord comprenant l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse ;
- Europe du Sud comprenant l'Espagne, l'Italie, la Slovénie, la Croatie et la Serbie ;
- Europe Centrale comprenant la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la République Tchèque.

Le principal décideur opérationnel analyse une information établie par secteur opérationnel qui sert de base à son analyse de la performance du Groupe.

22. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Ce tableau est conçu de manière à faire ressortir les flux opérationnels, les flux d'investissements et les flux de capitaux retraités de toutes les opérations internes au Groupe.

23. EFFETS DE PERIMETRE

Les principaux impacts de l'acquisition de la société espagnole MCM, sur le compte de résultat sont, en M€ :

Compte de résultat contributif en M€	31-12-2016 MCM	31-12-2015 MCM
Chiffre d'affaires net	10,39	5,57
Marge	6,16	3,08
en % de production	59,2%	58,5%
Résultat opérationnel courant	0,41	0,49
Résultat opérationnel	0,41	0,49
Résultat net	0,19	0,25

Autres notes annexes aux états financiers consolidés

Sauf indication contraire, les chiffres ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1 – GOODWILL

Les valeurs des goodwill pour chaque Unité Génératrice de Trésorerie au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

	Valeurs brutes 31-12-2016	Dépréciations 31-12-2016	Valeurs nettes 31-12-2016	Valeurs nettes 31-12-2015
RONIS	27 620	27 620	0	0
TSS RONIS DIFFUSION	37	37	0	0
PICARD-SERRURES	7 525	2 588	4 937	4 937
DOM-METALUX	2 799	2 799	0	0
DOM - PARTICIPATIONS - Beugnot	1 248		1 248	1 248
DENY FONTAINE	27 814	10 796	17 018	17 018
C.R. SERRATURE	2 814	2 814	0	0
METALPLAST	682	682	0	0
TITAN	947	947	0	0
DOM Pologne	10	10	0	0
DOM	7 435		7 435	7 435
OMNITECH	2 696		2 696	2 696
Total	81 627	48 293	33 334	33 334

Aucun nouveau goodwill ni aucune dépréciation n'a été constaté au cours de l'exercice.

NOTE 2 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

	31-12-2016	31-12-2015
Frais de recherche et développement	619	615
Brevets, licences, marques	9 813	9 279
Autres immobilisations incorporelles	1 800	1 591
Immobilisations incorporelles en cours et avances	152	96
Total consolidé	12 384	11 581

La répartition des amortissements est la suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Frais de recherche et développement	612	615
Brevets, licences, marques	8 996	8 444
Autres immobilisations incorporelles	1 616	1 558
Total consolidé	11 224	10 617
Net	1 160	964

La variation de ces immobilisations incorporelles nettes est la suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Net début d'exercice	964	922
Investissements (y compris crédits-baux)	714	511
Cession / mises au rebut	-19	
Amortissement	-626	-527
Différence de change	-3	3
Reclassement	130	46
Variation de périmètre		9
Net	1160	964

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Europe Ouest	256	159
Europe Nord	616	650
Europe Sud	110	29
Europe Centrale	29	13
Holding	149	113
Total consolidé	1160	964

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Après incorporation des locations financières, la ventilation des immobilisations corporelles se présente de la façon suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Terrains et Aménagements	8 213	8 178
Terrains en crédit-bail	21	21
Constructions hors immeuble de placement	39 842	39 054
Constructions en crédit-bail	1 748	1 747
Installations techniques, matériel industriel	138 609	135 240
Matériel & outillage en crédit-bail	2 293	2 293
Autres immobilisations	17 238	16 857
Immobilisations corporelles en cours et avances	1 669	2 471
Total consolidé	209 633	205 861

La répartition des amortissements, incluant les dépréciations sur actifs dues aux tests de valeur, est la suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Terrains et Aménagements	254	250
Constructions	31 083	30 694
Constructions en crédit-bail	1 309	1 246
Perte de valeur cumulée	3 375	3 498
Installations techniques, matériel industriel	130 149	125 662
Matériel & outillage en crédit-bail	2 293	2 293
Autres immobilisations	12 904	12 554
Total consolidé	181 367	176 197
Net	28 266	29 663

La variation de ces immobilisations corporelles nettes est la suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Net début d'exercice	29 664	25 488
Investissements (y compris crédits-baux)	5 194	6 627
Cession / mises au rebut	-49	-82
Amortissement / dépréciation	-6 398	-5 506
Différence de change	-15	36
Reclassement	-130	-46
Variation de périmètre		3 146
Net	28 266	29 663

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Europe Ouest	4 986	5 514
Europe Nord	17 168	18 514
Europe Sud	5 261	5 179
Europe Centrale	824	264
Holding	27	192
Total consolidé	28 266	29 663

Les investissements se répartissent ainsi :

	31-12-2016	31-12-2015
Europe Ouest	1 277	1 279
Europe Nord	1 830	3 994
Europe Sud	1 373	349
Europe Centrale	704	812
Holding	10	193
Total consolidé	5 194	6 627

Aucun investissement corporel n'a été financé en crédit-bail ou location financière au cours de l'exercice 2016, comme lors de l'exercice précédent.

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Elles correspondent aux sociétés TITAN ZAGREB (172 K€), ELZETT-FEK (773 K€) et SPRINGCARD (anciennement PROACTIVE) (156 K€), filiale à 33,9% d'OMNITECH SECURITY.

Leurs données bilanciellles, chiffres d'affaires et résultats, après retraitements de consolidation, pour une détention à 100 %, sont :

	ELZETT - FEK		TITAN ZAGREB		SPRINGCARD	
	2016	2015	2016	2015	2015	2014
Total des actifs	3 796	3 949	1 283	1 220	1 436	971
Situation nette	1 545	1 489	572	890	461	437
Chiffre d'affaires	10 417	10 557	1 538	1 465	1 927	1 550
Résultat net	26	22	-327	43	24	40

Compte tenu de l'arrêté tardif des comptes de la société SPRINGCARD, ses données sont présentées avec une année de décalage.

NOTE 5 - STOCKS

La répartition des stocks est la suivante :

	31-12-2016			31-12-2015
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Matières premières	21 515	-5 851	15 664	15 191
Encours de productions de biens	10 852	-2 143	8 709	7 806
Produits intermédiaires et finis	7 212	-1 447	5 765	5 853
Marchandises	7 611	-2 081	5 530	5 382
Total	47 190	-11 522	35 668	34 232

NOTE 6 – ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - REPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS PAR CLASSE (IFRS 7) ET PAR CATEGORIE (IAS 39)

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2016
Classe d'actifs financiers (IFRS 7)	Évalués à la juste valeur	Évalués au coût amorti	Évalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants	31 889		1 680		1 680
Autres actifs non courants					0
Créances clients et autres créances			27 702		27 702
Trésorerie et équivalents de trésorerie					31 889
Autres actifs courants			6 513	761	7 274

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2015
Classe d'actifs financiers (IFRS 7)	Évalués à la juste valeur	Évalués au coût amorti	Évalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants	25 842		1 680		1 680
Autres actifs non courants					0
Créances clients et autres créances			30 148		30 148
Trésorerie et équivalents de trésorerie					25 842
Autres actifs courants			8 910	960	9 870

Les passifs financiers, emprunts et dettes financières, dettes fournisseurs et autres passifs courants sont enregistrés au coût amorti.

NOTE 6.1 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Actifs dont l'échéance est supérieure à 1 an	31-12-2016	31-12-2015
Autres titres immobilisés		0
Prêts, dépôts de couverture de pensions	1 478	1 460
Autres immobilisations financières	202	220
Total consolidé	1 680	1 680

NOTE 6.2 – CLIENTS

La rubrique se présente comme suit :

	31-12-2016	31-12-2015
Brut	29 387	32 305
Dépréciation	-1 685	-2 157
Net	27 702	30 148

Risque de crédit :

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an non dépréciée.

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

	Créances clients échues à la clôture				Total créances échues	Total créances non échues	Total créances clients	Total créances dépréciées
	< 30 j	1-3 mois	3-6 mois	> 6 mois				
Créances clients	4 232	736	457	1 576	7 001	22 386	29 387	-1 685

Le groupe DOM SECURITY a recours aux assurances crédits pour les créances clients concernant toutes ses sociétés, anglaise, françaises, italienne, espagnoles et slovène.

NOTE 6.3 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

	31-12-2016	31-12-2015
Créances d'exploitation	6 513	8 910
Charges constatées d'avance	761	960
Total consolidé	7 274	9 870

NOTE 6.4 – TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE

Ils se détaillent comme suit en valeur nette :

	31-12-2016	31-12-2015
Valeurs mobilières de placement	20 224	14 392
Disponibilités	11 665	11 450
Total consolidé	31 889	25 842

Les valeurs mobilières de placement sont pratiquement exclusivement constituées de certificat de dépôt auprès de banque de premier ordre.

NOTE 7 – CAPITAUX PROPRES

Suite à la cession au cours de l'exercice de 14 041 actions propres (cf. Faits marquants), la Société possède, au 31 décembre 2016, 42 165 actions propres d'un nominal de 15 €, soit 1,7% du capital. Elles ont été acquises pour un montant total de 1,2 M€ lors d'un précédent programme de rachat d'actions qui s'est clôturé en mai 2011.

NOTE 8 - PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan consolidé ont évolué de la manière suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Indemnités de fin de carrière et Médailles du travail	6 171	6 006
Pension DOM GmbH	31 215	31 145
Droits des représentants en Allemagne	1 505	1 479
a/ Provisions non courantes	38 891	38 630
Restructuration	715	1 384
Litiges, réclamations et garanties	2 167	2 215
Divers		120
b/ Provisions courantes	2 882	3 719
Total Provisions	41 773	42 349

Les variations des provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions se détaillent comme suit :

	31-12-2016	31-12-2015
Indemnité fin de carrière et pensions en début de période	37 149	37 287
<i>Eléments comptabilisés dans le compte de résultat</i>	<i>511</i>	<i>336</i>
Coûts des services de l'exercice	952	774
Coûts financiers	700	952
Coûts des services passés		0
Prestations versées	-1 141	-1 390
<i>Eléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global</i>	<i>-274</i>	<i>-474</i>
Ecart actuariels	-274	-474
Entrée de périmètre		0
Indemnité fin de carrière et pensions en fin de période	37 386	37 149

Une hausse de 0,3 point du taux d'actualisation aurait eu pour conséquence une diminution des indemnités de retraite de 1,72 M€. Ce montant aurait été comptabilisé pour 1,21 M€ net après impôt dans les autres éléments du résultat global, conformément aux règles appliquées par le Groupe.

Une baisse de 0,3 point du taux d'actualisation aurait eu pour conséquence une augmentation des indemnités de retraite de 1,74 M€. Ce montant aurait été comptabilisé pour 1,23 M€ net après impôt dans les autres éléments du résultat global, conformément aux règles appliquées par le Groupe.

NOTE 9 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières sont des passifs enregistrés au coût amorti.

Leur répartition par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et Dettes	Total au 31-12-2016				Total 31-12-2015
	<1 an	>1 an à <5 ans	>5 ans	Total	
Emprunts et Dettes	2 121	6 295	491	8 907	11 052
Crédits-baux et locations financières	79	45		124	178
Intérêts courus sur les emprunts	7			7	9
Concours bancaires courants	158			158	717
Auprès des établissements de crédit	2 365	6 340	491	9 196	11 956
Autres dettes financières				0	114
Participation	10			10	28
Auprès d'autres organismes	10	0	0	10	142
Total	2 375	6 340	491	9 206	12 098
Soit à court terme et long terme	2 375	6 831			

Risque de liquidités :

Les emprunts et dettes financières ci-dessus sont à rapprocher des liquidités et placements au 31 décembre 2016, 31 889 K€ contre 25 842 K€ au 31 décembre 2015.

La trésorerie nette a donc évolué comme suit :

	31-12-2016	31-12-2015
Disponibilités et autres titres placés	31 889	25 842
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	-9 196	-11 956
Trésorerie nette auprès des établissements de crédits	22 693	13 886
Autres dettes financières	-10	-142
Trésorerie globale nette	22 683	13 744

Il n'y a pas d'emprunts et dettes financières libellés dans des devises autres que celles de la zone de l'euro. Le groupe DOM SECURITY dispose d'autorisation de découvert pour 7 570 K€.

Risque de taux :

Le taux d'intérêt moyen des emprunts ressort à 1,0 % en 2016 contre 1,2 % en 2015.

Il n'y a pas d'emprunts à taux variable non swappé au 31 décembre 2016. La variation des taux à court terme n'aurait donc pas d'impact sur le résultat financier du Groupe.

NOTE 10 – DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres passifs courants sont des passifs enregistrés au coût amorti.

La répartition par nature est la suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Dettes Fournisseurs	14 333	15 625
Dettes d'impôt	1 452	2 644
Dettes sur immobilisations	33	86
Dettes sociales et fiscales	15 412	16 660
Autres dettes	5 062	4 503
Produits constatés d'avance	49	21
Autres passifs courants	20 556	21 270

Ces dettes sont toutes à moins d'un an. Les autres dettes concernent principalement des avances et acomptes reçus (2,4 M€).

NOTE 11 – IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés actifs découlent de l'incidence :

	31-12-2016	31-12-2015
- des charges temporairement non déductibles	2 116	2 440
- des dépréciations d'actifs liées aux tests de perte de valeur	712	829
- des déficits fiscaux reportables	915	930
- des retraitements de consolidation suivants :		
Crédit baux et locations financières	-104	-101
Marges internes	443	423
Retraites et pensions	4 963	5 047
Ajustements aux normes groupe des taux d'amortissement et des règles de provisions des sociétés étrangères	1 492	1 740
Divers	7	7
Total consolidé	10 544	11 315

Les impôts différés passifs sont afférents à la revalorisation des actifs de DOM Allemagne restant à amortir pour 1 803 K€ (contre 1 939 K€ au 31 décembre 2015).

Les impôts différés liés aux déficits non activés s'élève à 1,7 M€ au 31 décembre 2016, contre 1,8M€ en 2015.

NOTE 12 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31-12-2016	31-12-2015
Cautions reçues	339	608
Nantissements / Hypothèques	1 200	1 943
Total consolidé	1 539	2 551

Il n'y a aucun effet escompté non échu au 31 décembre 2016.

Dans le cadre des acquisitions, la société bénéficie de garanties de passif.

NOTE 13 – CHIFFRE D'AFFAIRES, MARGE, RESULTAT OPERATIONNEL

L'information sectorielle est communiquée, en fonction de l'implantation des entreprises du groupe en :

- Europe de l'Ouest comprenant la France et le Royaume-Uni, à l'exception de la holding Dom Security ;
- Europe du Nord comprenant l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse ;
- Europe du Sud comprenant l'Espagne, l'Italie, la Slovénie, la Croatie et la Serbie ;
- Europe Centrale comprenant la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la République Tchèque.

La répartition du chiffre d'affaires selon les secteurs opérationnels est la suivante :

	Variation		2016		2015	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%
Europe de l'Ouest	-2 925	-4,16%	67 453	39,62%	70 378	43,12%
Europe du Nord	2 550	4,24%	62 705	36,83%	60 155	36,85%
Europe du Sud	6 921	31,41%	28 956	17,01%	22 035	13,50%
Europe Centrale	478	4,48%	11 142	6,54%	10 664	6,53%
Total consolidé	7 024	4,30%	170 256	100,00%	163 232	100,00%

L'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé par des ventes de biens.

Hors variation de périmètre, la croissance de l'Europe du Sud s'élève à 12,8 %.

Le compte de résultat par secteur est le suivant :

	Europe Ouest		Europe Nord		Europe Sud		Europe Centrale		Total consolidé	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Chiffre d'affaires	71 810	74 241	67 142	64 662	32 218	24 621	13 399	12 676	170 256	163 232
Marge	47 158	48 429	50 537	48 209	17 987	13 254	6 953	6 221	121 775	115 466
% production	65,1%	65,4%	75,1%	74,7%	55,1%	54,3%	51,9%	49,5%	71,0%	71,0%
% CA	65,7%	65,2%	75,3%	74,6%	55,8%	53,8%	51,9%	49,1%	71,5%	70,7%
Résultat Opérationnel Courant	8 093	7 029	6 062	4 605	1 315	1 370	1 517	240	16 633	12 544
Résultat Opérationnel	7 873	5 467	5 434	3 984	1 065	1 362	1 517	269	15 535	10 236
Résultat Financier	114	-108	-94	-109	-23	-34	-48	-44	-34	-178
Impôt	-2 879	-2 848	-1 426	1 176	-329	-407	-248	-132	-4 399	-3 366
Résultat net	5 109	2 531	3 914	2 699	614	934	1 234	103	11 018	6 737

La colonne « Total consolidé » comprend les éliminations entre les quatre secteurs opérationnels, ainsi que l'activité holding de DOM SECURITY. Les chiffres d'affaires inter-secteurs en 2016 et 2015 s'élèvent respectivement à 14 313 K€ et 12 698 K€.

Risque de change :

Pour 2016, le groupe DOM SECURITY a protégé les achats en euros de sa filiale anglaise. La valorisation de cet instrument financier au 31 décembre 2016, s'élève à 59 K€ (contre -76 K€ en 2015) et est comptabilisée dans les autres actifs financiers (Note 6.3). La variation figure dans les autres éléments du résultat global. Suite au Brexit, les achats futurs de la filiale anglaise ne sont plus protégés, celle-ci appliquant sur ses prix de vente une majoration pour écart de change.

Le groupe DOM SECURITY est peu exposé au risque de change. Un renchérissement instantané de l'Euro de 1 % par rapport à toutes les autres monnaies européennes et au US \$ aurait une incidence négative sur le résultat opérationnel de 15 K€.

Répartition des actifs et des passifs

La répartition des actifs nets totaux et des passifs courants en fonction des secteurs est la suivante :

	Europe Ouest		Europe Nord		Europe Sud		Europe centrale		Holding		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Total Actifs (valeur nette)	66 228	68 060	61 943	62 676	27 124	26 280	9 713	9 640	13 610	11 558	178 618	178 214
Total Passifs non courants	4 255	4 292	36 506	36 897	1 222	1 351	371	305	5 171	6 509	47 525	49 354
Total Passifs courants	18 387	20 503	13 200	13 195	5 556	6 161	2 162	2 758	2 293	3 954	41 598	46 571

NOTE 14 – AMORTISSEMENTS, VARIATION DES PROVISIONS ET PERTE DE VALEUR

a) Amortissements

Les amortissements du résultat opérationnel courant, soit 6 568 K€ comprennent ceux provenant des retraitements de crédits-baux et des locations financières pour 64 K€.

b) Variation des Dépréciations et Provisions

Les valeurs positives indiquent un profit ou une diminution de la provision.

	31-12-2015	Entrée de périmètre	Impact dans Compte de résultat			Impact dans Capitaux propres		31-12-2016
			Résultat courant	Résultat opérationnel non courant	Résultat financier et Impôt	Ecart de conversion	Autres (écarts actuariels)	
Dépréciations de Stock	11 250		307			-35		11 522
Dépréciations Clients	2 157		-472					1 685
Dépréciations de Créance	261		21		2			284
Provisions non courantes	38 630		535				-274	38 891
Provisions courantes	3 719		-150	-687				2 882
Total	56 017	0	241	-687	2	-35	-274	55 264

c) Variation des pertes de valeur

Les pertes de valeurs comptabilisées au compte de résultat s'élèvent à 455 K€ en 2016.

Les calculs décrits en note I.9 ont été effectués sur la base d'une prime de risque de 6,55 %, et d'un taux d'emprunt sans risque de 0,46 % (TEC à 10 ans). Ces taux en 2015 étaient respectivement de 6,55% et 0,83%.

Une hausse de 0,5 point de ces deux taux n'aurait aucune incidence sur la dépréciation des goodwill du Groupe.

Une amélioration ou une détérioration de 5 % des EBIT prévisionnels n'auraient pas eu d'impact sur l'exercice.

NOTE 15 –RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	2016	2015
Produits des placements	107	241
Produits de change	491	290
Autres produits financiers	108	112
Intérêts et charges financières assimilés	-212	-176
Intérêts sur crédit-bail	-6	-12
Charges de change	-413	-534
Autres charges financières	-109	-98
Total consolidé	-34	-177

Le résultat de change comprend des écritures techniques de consolidation équilibrant les éliminations internes calculées au taux moyen. En 2016, la variation de la Livre Sterling a généré un produit de 186 K€. En 2015, les variations du Franc Suisse et de la Livre Sterling avaient provoqué un produit de 170 K€.

NOTE 16 – IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt net consolidé se décompose ainsi :

	2 016	2 015
Impôt sociétés France	-2 099	-1 341
Impôt Sociétés Etranger	-1 798	-1 428
Impôt différé net	-502	-597
Impôt net consolidé	-4 399	-3 366

Les mouvements du compte d'impôts différés s'analysent comme suit :

	Actif	Passif	Solde
Impôts différés au 31-12-2015	11 315	1 939	9 376
Variation de la période			
dont variation dans le compte de résultat	-638	-136	-502
dont variation dans les autres éléments du résultat global	-133		-133
dont variation de périmètre			0
Impôts différés au 31-12-2016	10 544	1 803	8 741

Le tableau de ventilation de l'impôt société se présente comme suit :

	2016	2015
Résultat avant impôt	15 501	10 058
CVAE (inclus dans IS)	-532	-545
Crédit d'impôt (inclus dans les subventions)	-593	-168
CICE (inclus dans charges de personnel)	-709	-701
Dépréciation goodwill		
Résultat imposable	13 667	8 644
Charge d'impôt théorique (taux de la mère consolidante 33,33%)	4 556	2 881
CVAE	532	545
Différence de taux d'imposition	-371	-492
Impact des déficits non activés	-116	303
Impact des différences permanentes	125	22
Impact des changements de taux	336	
Impact des régularisations sur exercices antérieurs	-663	
Autres		107
Charge d'impôt effective	4 399	3 366
en %	28,4%	33,5%

Tous les taux d'impôt société étranger sont inférieurs à celui de la France avec des taux d'imposition des sociétés étrangères variant entre 9 % en Hongrie et 32 % en Italie.

L'impact des changements de taux sur les impôts différés actifs provient des taux d'imposition français et hongrois votés en baisse.

En 2014, le redressement sur les prix de transfert entre l'Allemagne et la Hollande a majoré la charge d'impôt de 1,3 M€. Une procédure d'agrément mutuel entre les deux Etats Allemand et Hollandais avait été initiée pour contester le redressement et éviter la double imposition. La décision rendue le 17/02/2017 minore le redressement pour la période 2006-2009 de 0,4 M€.

NOTE 17 – RESULTAT PAR ACTION

Le nombre d'actions retenues pour ce calcul est égal au nombre total d'actions émises duquel sont déduites les actions détenues en auto-contrôle.

Aucun instrument dilutif du capital n'a été émis par la société.

	31-12-2016	31-12-2015
Nombre d'actions au capital	2 443 952	2 443 952
Actions d'auto-contrôle	42 165	56 206
Nombre d'actions au capital	2 401 787	2 387 746
Résultat net par action en €	4,58	2,76

NOTE 18 – EFFECTIFS

Les effectifs moyens du groupe DOM SECURITY se ventilent de la manière suivante :

	31-12-2016	31-12-2015
Cadres	140	162
Agents de maîtrise et employés	618	642
Ouvriers	760	712
Total *	1 518	1 516

Les effectifs réels en fin de période se répartissent comme suit :

	31-12-2016	31-12-2015
Europe Ouest	583	561
Europe Nord	464	424
Europe Sud	314	296
Europe Centrale	227	225
Total *	1 588	1 506

NOTE 19 - INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

La liste des principales filiales et sociétés associées du Groupe figure dans la partie « *Principes comptables, méthode d'évaluation, options IFRS retenues* ».

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

Les transactions et soldes avec les parties liées et les sociétés associées sont détaillées ci-dessous :

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Parties liées en amont (Groupe SFPI SA)		0	1 670	1 476		0	471	992
Sociétés associées (mises en équivalence)	1 109	1 001	686	729	272	281	69	218
Autres parties liées (autres pôles du groupe SFPI)	81	126	94	181	14	14	45	62
Total	1 190	1 127	2 450	2 386	286	295	585	1 272

Les mandataires sociaux qui au sens de la norme IAS 24 perçoivent une rémunération à court terme dans l'une des filiales de DOM SECURITY, ont bénéficié des montants suivants :

	2016	2015
Rémunération à court terme hors charges patronales	250	229
Charges patronales sur rémunération	47	48

NOTE 20 – DIVIDENDES PROPOSES

Le dividende qui sera proposé aux Actionnaires, par le Conseil d'Administration du 22 mars 2017, lors de l'Assemblée générale du 18 mai 2017 est de 1,75 euros par action.

NOTE 21 – REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DESTINATION

En complément de l'information sectorielle (note 13) où le chiffre d'affaires est présenté par origine de production, le tableau ci-dessous précise la répartition du chiffre d'affaires par destination entre les zones géographiques suivantes :

	2016		2015	
	en K€	%	en K€	%
Europe de l'Ouest	62 711	36,83%	63 082	38,65%
Europe du Nord	65 698	38,59%	62 125	38,06%
Europe du Sud	23 820	13,99%	19 181	11,75%
Europe Centrale	11 481	6,74%	11 061	6,78%
Export	6 546	3,84%	7 783	4,77%
Total consolidé	170 256	100,00%	163 232	100,00%

NOTE 22 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

2016	KPMG	DELOITTE
Honoraires afférents à la certification des comptes	107	151
Autres honoraires	21	0

NOTE 23 – PASSIFS EVENTUELS

Une obligation constitue un passif éventuel si le montant ne peut être estimé avec suffisamment de fiabilité, ou s'il est improbable que celle-ci donne lieu à une sortie de ressource. Les passifs éventuels constituent des engagements du Groupe et ne sont pas comptabilisés au bilan, sauf s'ils sont identifiés dans le cadre des acquisitions. Dans ce dernier cas, ils font partie des éléments identifiables reconnus.

Il n'existe pas de passif éventuel significatif au 31 décembre 2016.

NOTE 24 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration, le 22 mars 2017, aucun événement significatif n'est intervenu.